



Communiqué de presse - 25 juin 2016
Coalition PLUS, AIDES, ACT UP-Paris

Hollande : mort annoncée de milliers de malades du sida dans le monde

Alors que l'ONU a prévenu qu'avec une stagnation des financements internationaux l'épidémie de VIH repartirait à la hausse, le président François Hollande vient d'annoncer qu'il maintenait à l'identique la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cela brise une dynamique de mobilisation financière de tous les pays riches, et risque de signer la reprise de l'épidémie mondiale du sida, provoquant la mort de milliers de malades.

François Hollande n'a pas fait le choix d'augmenter la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il s'est contenté d'en annoncer le maintien par communiqué de presse, à l'occasion du festival des Solidays organisé en solidarité avec la lutte contre le sida.

Le Président français est resté sourd aux appels de M. Ban Ki-Moon. Dans son dernier rapport¹, le Secrétaire Général des Nations Unies l'a clairement dit : si les financements internationaux, qui permettent de renforcer les programmes de prévention et de soins dans les pays en développement, n'augmentent pas au cours des prochaines années, les nouvelles infections au VIH repartiront à la hausse et le sida fera encore plus de morts. Et ce sont déjà 100 000 personnes qui en meurent et 160 000 autres qui en sont infectées, chaque mois².

Coalition PLUS, AIDES et ACT UP-Paris déplorent que François Hollande a fait le choix mortifère de l'inaction durant tout son mandat présidentiel. Déjà, en 2013, il avait refusé d'augmenter la contribution française au Fonds mondial, contrairement à la plupart des partenaires de la France. Pourtant, les moyens peuvent être trouvés. Combien de milliards d'euros du contribuable sont mobilisés pour des projets pharaoniques et contestés, de l'EPR de Flamanville à l'aéroport de Notre-Dame des Landes ? Pourquoi le Président n'augmente-t-il pas la taxe sur les transactions financières ?

Seule la volonté politique fait défaut, alors même qu'un [sondage IFOP publié cette semaine](#) montre que les Français soutiennent une participation de la France au financement de la fin du sida. En 2010, alors qu'il achevait son mandat et que la France était plus que jamais touchée par la crise financière de 2008, le Président Sarkozy avait annoncé une contribution en hausse de 20% de la contribution de la France au Fonds mondial. Ce qui a permis, entre 2011 et 2013, de sauver près de 370 000 malades du sida supplémentaires.

La France baisse les bras alors que la victoire contre le sida est à portée de main

La décision de François Hollande de maintenir la contribution française est d'autant plus incompréhensible que les spectaculaires progrès réalisés depuis 15 ans contre le VIH permettent d'envisager la fin de l'épidémie d'ici à 2030. L'ONU l'a confirmé à la Réunion de Haut niveau³ consacrée au sida en début de mois.

¹ On the fast track to ending the AIDS epidemic, Report of the Secretary-General, United Nations, April 2016, http://sgreport.unaids.org/pdf/20160423_SGreport_HLM_en.pdf

² Données ONUSIDA 2015, http://www.unaids.org/sites/default/files/media_asset/20150901_FactSheet_2015_en.pdf

³ Déclaration politique sur le VIH/Sida adoptée à l'ONU le 8 juin 2016, <http://www.unaids.org/en/resources/documents/2016/2016-political-declaration-HIV-AIDS>

Pour cela, l'ONU évalue un besoin supplémentaire de 6 à 7 milliards de dollars par an – soit seulement 0,01% du PIB mondial. Une goutte d'eau à l'échelle des premières économies mondiales dont la France fait partie.

Les associations exhortent François Hollande à se ressaisir en annonçant une augmentation de la contribution de la France lors de la Conférence de reconstitution du Fonds mondial, qui réunira l'ensemble des Etats donateurs le 16 septembre prochain à Montréal, Canada.

« Le Fonds mondial finance la moitié des traitements anti-rétroviraux dans le monde. C'est aussi l'une des seules institutions internationales qui financent des programmes d'accès aux droits et à la santé pour les populations clés⁴, y compris dans les contextes où elles sont criminalisées. Investir dans le Fonds mondial est le meilleur moyen de lutter contre l'épidémie », souligne Hakima Himmich, présidente de Coalition PLUS.

« Investir dans le Fonds mondial est un choix stratégique qui à terme sera payant. Le Premier Ministre canadien l'a bien compris. Justin Trudeau s'est engagé à augmenter de 20% la contribution de son pays. Le Luxembourg, les Etats-Unis et le Japon ont aussi fait le choix d'intensifier leurs efforts. La France est-elle sur le point de baisser les bras au moment même où la victoire contre le sida est à portée de main ? interpelle Aurélien Beaucamp, président de AIDES et administrateur de Coalition PLUS. M.Hollande, poursuivez les efforts, faites de la France le pays constructeur d'un monde sans sida ! »

Mikaël Zenouda, président d'Act Up-Paris, ajoute : *« Le Président ne peut pas refuser la moindre augmentation au Fonds mondial durant tout son mandat. Il porterait alors la responsabilité directe de la mort de centaines de milliers de malades auxquels il avait pourtant promis secours à plusieurs occasions. D'ici au 16 septembre s'engager à sauver davantage de malades en augmentant la contribution française au Fonds mondial ».*

Contacts presse :

Sophie Baillon : sbaillon@coalitionplus.org / 07 68 86 33 39

Camille Sarret : csarret@coalitionplus.org / 07 81 73 34 77

⁴ Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, trans, travailleurSEs du sexe, usagerEs de drogues.